

Interview de Leo Tindemans: la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:08:39, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_la_conference_sur_la_securite_et_la_cooperation_en_europe_bruelles_24_fevrier_2006-fr-dc4e4d69-c237-44e6-87c8-00a1a9ecd126.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Leo Tindemans: la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] Vous avez participé en 1975 au sommet d'Helsinki sur la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. De quoi s'agissait-il et quels souvenirs conservez-vous de cette négociation internationale et de la signature de cet accord?

[Leo Tindemans] C'était une date extrêmement importante et je suis heureux de constater que ceux qui l'ont vécue, par exemple l'ancien chancelier allemand, Helmut Kohl, qui vient d'écrire et de dire qu'un sommet politique dans sa carrière était la rencontre d'Helsinki et les accords d'Helsinki. Le chef de la diplomatie française à l'époque et qui était, donc, en tant que tel présent à Helsinki, Andréani, vient de dire dans un discours à Bruxelles que c'était pour lui le sommet de la diplomatie, donc, des dernières années. Donc, moi aussi j'ai assisté à cela, je l'ai vécu, c'était un sommet et je l'ai dit dans mes mémoires. Pourquoi était-ce tellement important? C'était la rencontre entre l'Est et l'Ouest. Donc, les dirigeants soviétiques étaient là, les deux Allemagnes étaient représentées là, tous les autres pays étaient là, étaient présents et donc les Finlandais l'avaient soigneusement préparé. Et on avait donc négocié pendant plusieurs années, à Genève, donc les diplomates entre eux, il était question donc de faire un accord de paix, disons, d'améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire entre le monde communiste et le monde occidental, etc. Et comment faire? Y avait-il moyen, non pas de parler seulement de désarmement – ça se faisait de temps en temps – mais également donc d'une amélioration du climat, d'une humanisation des relations humaines dans le monde de cette période-là. Et donc, les négociations à Genève se déroulaient dans un climat extrêmement difficile. Il n'y avait pas tout de suite d'accord et sur des détails il y avait des querelles interminables, mais enfin, finalement, la fin était Helsinki. Et encore, on ne se rend pas compte de cela, il n'y avait pas de traité à Helsinki. Le document sur lequel on s'est mis d'accord s'appelait «Acte final d'Helsinki», mais il n'y avait pas de traité formel, pas de convention, etc. Donc, on oublie ça parfois.

Et c'était la volonté, la bonne volonté, supposait-on, des partenaires, enfin, qui faisait la valeur, qui constituait la valeur des négociations à Helsinki. Et quel était l'enjeu? Du côté soviétique, on insistait depuis la fin de la guerre de reconnaître officiellement, officiellement, les frontières, comme ces frontières en Europe avaient été constatées à la fin des hostilités. Or, vous voyez, ça voulait dire la victoire de l'Union soviétique où se trouvaient des troupes soviétiques, la confirmation qu'on ne toucherait plus, en recourant aux armes, à une modification des frontières. Ça c'était l'enjeu, la proposition. Et donc, pendant tout un temps, dans le monde diplomatique occidental, on disait: «Ça on ne peut pas, c'est donner une victoire à l'Union soviétique incroyable.» Mais d'autres ont répondu à juste titre aussi: «C'est vrai ce que vous dites, c'est pour eux une victoire formidable. Mais on dit sans recours aux armes, enfin bon. Peut-on dire non, avec recours? Nous insistons, la réforme doit être possible même en recourant aux armes. Alors, ça veut dire que nous sommes pour la guerre, enfin nous allons déclencher une guerre pour modifier ces frontières.» Ça n'était pas possible non plus. Et comment agir [face à] cette situation équivoque, ambiguë? Que faire? Comment faire? Et donc, quand même, on organise l'Acte final, on va à Helsinki, etc. Et du côté occidental, on opposait à la revendication soviétique, reconnaissance des frontières en Europe dès qu'elles existaient à la fin de la guerre. On demandait donc la reconnaissance, le respect des droits de l'homme, de la liberté de parole et d'expression, le droit, l'importance du droit dans la justice et que sais-je enfin, toutes ces choses auxquelles nous sommes très attachés et qui, de l'autre côté, on employait les mêmes expressions, les mêmes termes, mais on y donnait une autre signification. Je pourrais continuer à énumérer tout cela.

Et donc, quand il fallait conclure et aller à la réunion d'Helsinki, du côté occidental, plusieurs disaient: «Les Soviétiques vont obtenir beaucoup de choses concrètes, la reconnaissance de ces frontières, quelle victoire! Tandis que de notre côté, c'est du papier.» On peut s'abonner à des journaux étrangers, on peut lire des livres étrangers, que sais-je, tout ça se trouvait dans trois corbeilles. Alors, on se contente, nous, de paroles, de papier et de l'autre côté, c'est très concret. À tel point que même au sein du gouvernement belge dont je faisais partie, on a eu des difficultés, des discussions assez difficiles, certains disant: «Pourquoi aller à Helsinki? C'est du cinéma, ça ne signifie rien.» Tandis que d'autres disaient: «Est-ce que la Belgique peut rester à la maison tandis que les autres vont parler de choses extrêmement importantes, les plus importantes de la vie politique diplomatique actuellement?» Finalement, on y est allé, j'y ai pris la parole, j'y ai fait un discours au nom de la Belgique et donc j'ai vécu tout cela. Et Helsinki a donné des résultats extraordinaires.

Donc, les frontières ne changeaient pas tout de suite, mais la révolution est venue des habitants, pas des États-Unis ou de l'Occident ou de l'OTAN. Mais donc, en Pologne, etc., à Budapest, en Hongrie, en Slovaquie, que sais-je, enfin, en Allemagne de l'Est, c'étaient les populations qui se sont opposées au régime, etc. On a pu vivre cela, la chute du mur à Berlin, enfin, etc.

Mais donc, ces textes dont on disait, avec un peu de mépris «ce n'est que du papier», on a donc vu la création de plusieurs clubs, de plusieurs associations dans tous ces pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, qui invoquaient le texte d'Helsinki devant les autorités, en exigeant donc de pouvoir lire une presse étrangère, de pouvoir lire des livres, d'écrire plus librement, de parler des droits de l'homme, ce qui était interdit, on était envoyé en prison ou bien dans un institut psychiatrique, enfin, quand on osait en parler avant Helsinki. Et donc, tout cela a donné un mouvement, une occasion de se manifester, de s'exprimer plus librement qu'avant. Et donc, on a encore eu une très bonne réunion dix ans après Helsinki, où j'ai également parlé, c'était à Genève là, et on a pu dire «tout n'est pas réalisé». Helsinki n'est pas toujours respecté, mais disons que c'est réalisé à 40 %, à 50 %, à 60 %, mais c'est déjà cela. Et puis, ce n'est pas la fin, ce n'est pas fini, on peut encore continuer. Et donc, vous voyez, Helsinki est devenu... comment dois-je dire,... le changement du climat de guerre froide en Europe. Le grand changement. Je sais bien, l'Union soviétique a développé davantage des activités en Afrique, etc., mais bon. Ici, en Europe, donc, c'était quand même l'endroit ou le continent le plus dangereux, disons, pour des conflits, pour des oppositions. Ici, grâce à Helsinki, on a obtenu donc la création d'un autre climat et d'une meilleure compréhension, d'une victoire pour ainsi dire de notre conception des droits de l'homme et des autres libertés.